

Méthodiquement, brique après brique, Jean Michel Blanquer déconstruit l'éducation nationale. Si ce que nous vivons aujourd'hui n'est que la continuité d'une politique mise en place depuis de nombreuses années, notre ministre met une telle énergie à tout changer qu'il laisse en cette fin d'année des personnels épuisés, abasourdis, désabusés.

Nous vous épargnerons aujourd'hui la longue liste de tout ce que nous dénonçons dans la politique de Jean Michel Blanquer, nous l'avons trop souvent évoqué en CAPD au cours de cette année, mais aussi dans nos revendications lors de nombreux appels à la grève.

Cependant, nous ne pouvons faire l'impasse dans cette dernière déclaration sur le nouveau mouvement voulu et imposé coûte que coûte par le ministre. Le bilan humain est désastreux, tant pour les enseignants que pour les représentants des personnels, mais aussi, et surtout pour les agents administratifs qui ont été contraints de travailler dans des conditions déplorables. En CHSCT on parle de travail empêché et de toutes les conséquences que cela peut avoir en terme de risques psycho sociaux sur les travailleurs. Et bien en voilà un bel exemple. Le ministre a imposé à des milliers de personnes de faire l'impossible sans moyens. Quel gâchis monumental pour un résultat si médiocre !

Et malheureusement, la rentrée qui se prépare déjà dans les couloirs du ministère nous laisse présager que le pire est encore à venir. La note de rentrée ministérielle confirme le retour des orientations des programmes de 2008 portées par Jean-Michel Blanquer et dessine les contours d'une pédagogie officielle. Sous couvert de pilotage en soutien de l'action pédagogique des professeur-es, il s'agit en fait de surveiller, d'imposer et de transformer les enseignant-es en de simples exécutant-es, privé-es de liberté pédagogique. La primarisation de la maternelle si chère à Jean Michel Blanquer est remise en avant. Les évaluations standardisées sont confortées.

Cette circulaire dessine les contours d'une pédagogie officielle transmissive où la coopération, l'entraide entre les élèves, la pédagogie de projet n'ont pas leur place.

Nous ne sommes malheureusement pas surpris de ces réformes et de ces méthodes. Tout était écrit dans les livres de Jean-Michel Blanquer, et le projet de notre classe dirigeante est lui aussi écrit de longue date, et méthodiquement appliqué. La casse de l'éducation nationale n'est qu'une facette d'un projet plus global. Pour preuve cet extrait d'un éditorial de Denis Kessler ancien n°2 et idéologue du MEDEF, proche de N. Sarkozy, à une époque où Jean-Michel Blanquer oeuvrait pour lui au sein de la DGESCO.

Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !

Quel cynisme et quelle tristesse. Tout cela pour quoi ? Satisfaire les besoins avides d'une très petite minorité d'ultra riches qui ne seront satisfaits que quand ils auront réussi à tout détruire.

Alors il est urgent que tous, enseignants, personnels administratifs, inspecteurs ... nous nous mobilisions massivement dès la rentrée prochaine si nous ne voulons pas constater dans quelques années le champ de ruine que le ministre Jean-Michel Blanquer laissera après son passage, car ce

sont bien nos métiers à toutes et tous qui sont menacés aujourd'hui. Nous ne pouvons plus nous cacher derrière les autres et attendre qu'ils se mobilisent à notre place, nous ne pouvons plus nous dire que ça passera, des réformes, on en a vu d'autres ... Tout ce que nous sommes en train de perdre aujourd'hui, nous ne pourrions pas le regagner de sitôt, et si nous aujourd'hui, fonctionnaires sommes à peu près épargnés, qu'en sera-t-il dans quelques années, qu'en sera-t-il des générations futures, quand la fonction publique aura été définitivement détruite ? Quelle école voulons nous pour nos enfants, nos petits enfants ? Certainement pas cette école de l'individualisme et de la concurrence que l'on nous impose aujourd'hui.

C'est à nous dans nos classes, dans nos instances, de défendre l'idée d'une société juste et égalitaire, car si nous lâchons, ils auront gagné !

Alors certes, les vacances seront bénéfiques pour tout le monde. Nous craignons cependant le pire car il est maintenant monnaie courante de faire passer au cours de l'été des réformes et des textes en douce. Mais soyez assuré, Monsieur le ministre, que dès la rentrée, vous trouverez face à votre projet mortifère de casse du service public d'éducation une résistance de plus en plus forte, pour que ce principe issu du programme du Conseil National de la Résistance soit toujours respecté, principe qui dit :

La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.